



l'esprit de conquête

L'ignorant affirme, le savant doute, et le sage pense

Élection des Représentants du Personnel au Conseil d'Administration de l'INRA

date limite : 27 juin 2013, 17h00

dépouillement : 28 juin

proclamation des résultats : 28 juin

Point 1 : Quel INRA voulons-nous ?

Point 2 : Quelques hauts faits de notre élu au CA

Point 3 : Pourquoi voter CGT-INRA à cette élection ?

Annexe : Le Conseil d'Administration de l'INRA : son rôle, les administrateurs, les électeurs, son mode de fonctionnement

Quel INRA voulons nous ? (1/2)

1. Des recherches qui continuent d'associer étroitement les travaux destines à **acquérir des connaissances nouvelles** dans toutes les disciplines et les travaux destinés à **appliquer les connaissances acquises** pour répondre aux besoins de la société
2. La poursuite de la conduite de recherches pour **anticiper** les problèmes liés aux évolutions de la société et de ses **besoins généraux** et pour contribuer à ce que les pouvoirs publics les **prennent en charge**
3. Le **renforcement des coopérations** bi ou multilatérales, sans exclusive, avec tous les **organismes de recherche publics**, français ou étrangers, dans le respect de leur **spécificité** et de leur **intégrité**
4. La participation aux efforts pour réduire les grands problèmes endémiques (faim dans le monde, pénurie d'eau, pollution), même si la spéculation, les **règles de l'OMC** et le **modèle capitaliste et consumériste** en sont les causes

Quel INRA voulons nous ? (2/2)

5. La défense de son **caractère national**, en luttant contre son éclatement en pôles locaux autonomes, en luttant pour maintenir ses **implantations régionales** aux **compétences variées**, en **dialogue positif** avec les collectivités territoriales **sans transfert** de la gestion des personnels.
6. Le **renforcement des subventions de l'Etat** et la **fin de la course effrénée** aux contrats (suppression de l'ANR et de l'AERES) qui dépossède l'INRA de l'orientation de ses recherches et stérilise l'activité des scientifiques, en particulier celle des plus jeunes
7. Une meilleure **reconnaissance** et une meilleure **valorisation** des activités, des **contributions** et du **rôle** des administratifs, techniciens et ingénieurs (suppression de la PES, revalorisation des points de sujexion).
8. Défendre **le statut des salariés** de l'INRA en veillant à l'indépendance vis-à-vis des lobbies, en particulier pour la recherche appliquée.
9. Résorber l'**emploi précaire** en **intégrant immédiatement** ceux sur des emplois pérennes

Quelques hauts faits de notre élu au CA

28/03/13 : Le CA confirme que l'augmentation réelle du budget 2012 par rapport à 2011 a été **de 0,8% et non de 2,7%** : notre élu avait dénoncé la présentation du budget qui masquait cette triste réalité.

13/12/2012 : Notre élu **vote contre** le budget primitif 2013

23/10/2012: Notre élu **remet la lettre ouverte** à Madame FIORASO contre son projet de loi, lettre signée, à cette date, par 1764 agents de l'INRA.

23/10/2012 : Notre élu dénonce la **suspicion a priori** des agents en mission et **vote contre** les nouvelles règles de remboursements des états de frais.

15/06/2012 : Notre élu souligne que la rémunération mensuelle nette de **trois quarts des AT et de près d'un quart des TR** est inférieure à 1500 €, dénonce **l'explosion du nombre de collègues en CDD**, réclame **l'abandon de la PES** et exige **la revalorisation des points de sujétion**.

15/06/2012 : Notre élu dénonce la responsabilité du ministère de l'agriculture quant à l'avenir du GEVES; le ministère a **réduit de 40%** la subvention qu'il attribue à l'INRA et qui est destinée au GEVES

28/03/2012 : Notre élu fustige **l'ineptie des IDEX** de Paris-Saclay et de Toulouse, et dénonce **le gaspillage des fonds publics** et **l'affaiblissement de la recherche publique** qu'entraîne leur mise en œuvre

Quelques hauts faits de notre élu au CA

21/10/2011 : Notre élu rappelle que la CGT-INRA a condamné la destruction de l'outil de travail à Colmar et s'insurge des actions de ceux qui s'autorisent à juger de ce qui doit être étudié, ou non, à l'INRA.

21/10/2011 : Notre élu argumente contre la logique du financement sur contrat qui rend impossible l'établissement d'un budget fiable et vote contre la Décision Modificative n°2

21/10/2011 : Notre élu vote contre le schéma pluriannuel immobilier de l'INRA destiné, RGPP oblige, à réduire son patrimoine de 10%.

07/04/2011 : Notre élu analyse les présupposés et la méthode employée pour l'audit de l'IGAENR, et dénonce les conclusions sur les fonctions supports de l'INRA, pilotées par la RGPP et tendant à réduire le nombre des fonctionnaires des fonctions administratives et de gestion.

14/12/2010 : Notre élu dénonce l'incapacité de l'INRA à financer intégralement les salaires : la « masse salariale » de 649,5 M€ est inférieure aux « charges incompressibles » de 662,7 M€. Il souligne que c'est la première fois de l'histoire de l'INRA, et vote donc contre le budget primitif de 2011.

Pourquoi voter CGT aux élections ?

Les élus s'engagent à exprimer avec force nos revendications:

- ✓ S'opposer à la loi FIORASO, exiger des négociations fondées sur l'**abrogation de la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU)** et du Pacte Recherche
- ✓ Refuser l'**éclatement de l'INRA** en pôles régionaux sous tutelle des communautés d'universités, exiger que la **gestion des personnels** demeure assurée par l'INRA au plan national
- ✓ Exiger le **rétablissement du soutien de base** des laboratoires sur la base de 20.000 EUR par « part-chercheur »
- ✓ Maintenir et **développer des recherches** fondées sur l'intérêt de tous
- ✓ Signifier l'**urgence d'un plan d'intégration des précaires** effectuant des fonctions pérennes et exiger l'**abrogation de la circulaire limitant la durée des contrats à trois ans**
- ✓ Exiger la **suppression de la PES** et le **déblocage des salaires**
- ✓ Rejeter la **politique généralisée d'austérité** et le faire savoir aux représentants ministériels

Pourquoi voter CGT aux élections ?

Les élus s'engagent, comme ils l'ont fait antérieurement et comme ils le font dans d'autres structures de l'INRA :

- ✓ à défendre la recherche agronomique publique et ses personnels (titulaires, précaires, thésards, MOO, ...)
- ✓ à porter, soutenir et appuyer vos préoccupations et vos revendications
- ✓ à dénoncer, sans fards, les décisions de gestion et les orientations contraires à l'intérêt des agents, à notre histoire, à notre éthique, et à notre héritage commun
- ✓ à vous rendre compte de leurs interventions et expressions via notre site Internet <http://www.inra.cgt.fr/>
- ✓ à vous informer sans délais des décisions de la Direction Générale présentées devant le CA ou soumises à délibération

Pourquoi voter CGT aux élections ?

Face aux représentants des ministères, face aux dirigeants de l'industrie agro-alimentaire et face à la Direction Générale de l'INRA, il nous faut des élus **combatifs, fermes et clairs** sur les revendications des personnels:

pour défendre le caractère national de l'Institut, pour développer une recherche agronomique publique destinée à satisfaire les besoins et les intérêts de la population, et pour préserver les statuts et les retraites.

Dans la difficile période qui s'annonce, nos élus seront avec nous et participeront à nos côtés aux luttes qu'il nous faudra mener !

Votez et Faites voter pour la liste présentée par la CGTINRA,

pour des femmes et des hommes

à votre service et indépendants de la Direction Générale

Pascal TILLARD (IR, Montpellier), Pascale MAILLARD (CR, Nancy)

Jean-Louis DIMAN (IE, Antilles-Guyanne),

Catherine PAPILLON (TR, Jouy), Régis GRATEAU (TR, Grignon)

Le rôle du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration délibère sur :

- ✓ L'orientation de la politique de recherche de l'institut, les programmes généraux d'activités et d'investissements et l'exploitation des résultats de la recherche ;
 - ✓ Les mesures générales relatives à l'organisation de l'institut ;
 - ✓ Le budget, ses modifications et le compte financier ;
 - ✓ Le rapport annuel d'activité ;
 - ✓ Les contrats, les marchés et les emprunts ;
 - ✓ La participation à des organismes dotés de la personnalité morale ;
 - ✓ Les projets d'achats, ventes et échanges d'immeubles, de constitutions d'hypothèques, les projets de baux et de location d'une durée supérieure à neuf ans ;
 - ✓ Les prises, extensions ou cessions de participations financières et créations de sociétés filiales ; l'acceptation des dons et legs ;
 - ✓ Les actions en justice, les transactions ainsi que le recours à l'arbitrage.
- (article R831-6 du code rural et de la pêche maritime)*

Les administrateurs

Parmi les vingt-sept membres

- a) Le président de l'institut ;
- b) Neuf représentants de l'Etat désignés par les ministres chargés de l'agriculture de la recherche, de l'industrie, du budget, de l'éducation nationale, de la santé, de la consommation et de l'environnement ;
- c) Le président du conseil scientifique ;
- d) Quatre membres appartenant au secteur de la production agricole ;
- e) Trois membres appartenant au secteur des industries agricoles ;
- f) Un membre appartenant aux industries fournissant les produits utilisés dans l'agriculture ;
- g) Un membre représentant les organisations de consommateurs ;
- h) Deux membres représentant les salariés des secteurs agricole et agro-alimentaire (un de FNAF-CGT et un de la FGA-CFDT)
- i) Cinq représentants des personnels: mandat actuel CFDT (2), CFTC (1), CGT (1) et SUD (1)

(article R831-4 du code rural et de la pêche maritime)

Les électeurs

Collège électoral unique

Fonctionnaires titulaires

Fonctionnaires stagiaires déjà fonctionnaires avant leur recrutement

Contractuels sur des emplois inscrits au budget de l'INRA

Thésards et contractuels sur ressources propres ne sont pas électeurs

A la date du 16 avril, en position d'activité, en congé parental ou mis à disposition, mais ni les agents détachés ni ceux en disponibilité

(note de service 2013-06 du 1 février 2013)

Son mode de fonctionnement

Le CA est présidé par le Président de l'INRA

Il siège au moins quatre fois par an.

Le quorum de la majorité des membres est requis, si non une nouvelle convocation est envoyée dans les trois semaines, la nouvelle session siège sans quorum

Le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour doivent être communiqués à chacun des administrateurs au moins quinze jours à l'avance

Il délibère sur la base de la majorité absolue des votants, le vote du président est prépondérant.

Les fonctions de membre du conseil d'administration sont gratuites.

(article R831-4 du code rural et de la pêche maritime)